

Communiqué de presse

Suite à l'annonce du départ du Préfet de Police Didier Lallement

Après l'annonce du départ du préfet de Police de Paris M. Lallement, le suspens reste entier...
Par qui le gouvernement macronniste des sinistres ministres de l'intérieur Castaner et Darmanin va-t-il remplacer le préfet d'une Police historiquement la plus grande du monde mais aussi une des plus répressives de nos démocraties ?

La Fédération Sud Santé Sociaux n'oublie pas les éborgnés, les mutilés, les gazés, les flashballés, les matraqués, les tabassés, les encerclés, les incarcérés, les asphyxiés, les traînés sur la chaussée, les commotionnés, toutes et tous victimes d'une politique de maintien de l'ordre répressive et inhumaine, dénoncée par le défenseur des droits M. Toubon et notre Fédération.

L'annonce du départ du préfet de Police de Paris M. Lallement, prévu pour le 20 juillet 2022, a été vécue par notre Fédération comme un soulagement, de même que par une grande majorité des citoyennes et citoyens de tous milieux sociaux et tous âges. Mais à l'heure où la politique répressive du gouvernement Macron dans la droite ligne de Sarkozy a fait ses preuves calamiteuses, et avant lui celle de M. Hollande lors des manifestations contre la loi de réforme du Travail, le barrage de Civen, et la ZAD de Notre Dame des Landes, nous ne pouvons que nous inquiéter quant à la succession du prochain préfet à ce poste.

Ne nous méprenons pas, l'homme sous le képi obéit à une doctrine mise en place de longue date par l'Etat français. C'est cette doctrine qui n'est plus acceptable ni tolérable. La succession de ministres de l'intérieur depuis les gouvernements successifs de droite et gauche a montré toute la brutalité de leur politique. A l'heure où les crises émergent de toute part, la gestion "main de fer" d'un peuple qui exprime son mécontentement et défend ses droits dans la rue, cette politique répressive manque de justesse sociale et masque l'absence de volonté de nos responsables politiques de faire changer la société dans un objectif démocratique de transformation sociale tel que nous le revendiquons.

Préfet de Police de Paris depuis le 21 mars 2019, la presse n'a pas été en reste pour faire l'inventaire des nombreuses polémiques qu'a suscité M. Lallement dans la gestion des diverses crises : Gilet jaunes, Covid-19, Stade de France, enquête pour faux témoignages. Trop de dégâts collatéraux, trop de victimes, inadmissible quant à la responsabilité d'une telle mission. Même si l'heure est à la fête, nous sommes pessimistes quant à la volonté et à la compétence du gouvernement de savoir et pouvoir anticiper les crises sociales qui s'annoncent à l'avenir, et surtout de les gérer sans brutalité.

Paris le 18 juillet 2022

